

# Jaurès et la patrie universelle

## Benoît Kermoal\*

\* *Doctorant à l'EHESS,  
enseignant en histoire  
au lycée Saint-Exupéry,  
Mantes-la-Jolie*



Le 17 février 1914, Jean Jaurès écrit dans *l'Humanité* un article intitulé « Par la patrie ». Ce court texte est lié à l'actualité de la campagne électorale qui commence à battre son plein : les prochaines élections législatives doivent en effet avoir lieu en avril-mai de la même année, et la SFIO ambitionne de disposer d'un plus grand nombre de députés. Mais cet article nous permet surtout d'aborder la question des rapports qu'entretient le chef socialiste avec l'idée de patrie. Il est en effet vu par de nombreux adversaires politiques comme un « sans patrie », ou pire, comme un internationaliste « vendu aux Allemands ». Pourtant, Jaurès n'a de cesse de placer la patrie au centre de son projet politique depuis les débuts de sa carrière parlementaire. Tout en faisant évoluer son point de vue au gré des événements, il accorde une place de choix à la France dans l'idéal socialiste qu'il défend.

### CONTRE LES « FRÈRES TOUT À MOI DU PATRIOTISME »

Dans l'article du 17 février, Jean Jaurès dénonce tout d'abord les hommes politiques qui n'ont que le mot « patrie » à la bouche. Il cible deux adversaires, Louis Barthou et Aristide Briand, tous deux responsables d'un nouveau groupement politique, la Fédération des gauches, qui malgré le nom qu'elle a adopté se situe au centre de l'échiquier politique : « Que deviendrait la France si MM. Barthou et Briand n'étaient pas là pour l'aimer ? et que deviendrait l'accord de M. Barthou et de M. Briand si la France n'était pas là pour les unir ? Ils communiquent par la patrie : et c'est par la loi de

AVERTISSEMENT : La mission de la Fondation Jean-Jaurès est de faire vivre le débat public et de concourir ainsi à la rénovation de la pensée socialiste. Elle publie donc les analyses et les propositions dont l'intérêt du thème, l'originalité de la problématique ou la qualité de l'argumentation contribuent à atteindre cet objectif, sans pour autant nécessairement reprendre à son compte chacune d'entre elles.



# Jaurès et la patrie universelle

trois ans que l'égoïsme de l'un adhère à l'égoïsme de l'autre. Saluez : ils sont les frères  
Tout à moi du patriotisme<sup>1</sup>. »

Dans cet extrait à l'ironie mordante, le chef du parti socialiste raille le programme de la coalition de la Fédération des gauches : si cet accord repose sur la laïcité et sur la défense républicaine, il réunit également les partisans de la loi de Trois Ans, loi dont Jaurès est un ferme opposant depuis 1913<sup>2</sup>. Surtout, ce cartel électoral n'est pour lui qu'un ensemble hétéroclite. Louis Barthou (1862-1934) est un homme politique de centre droit à la carrière déjà longue. De plus, il a pour Jaurès le tort d'avoir été le président du Conseil qui a fait voter cette fameuse loi de Trois Ans contre laquelle la SFIO s'est tant mobilisée. En ce qui concerne Aristide Briand (1862-1932), les choses sont très différentes. Avocat et journaliste, il a en effet débuté sa carrière politique en militant avec ardeur au sein des rangs socialistes et syndicalistes. Proche de Jaurès, il l'a suivi dans l'unification des forces socialistes à partir de 1905 au sein de la SFIO. Mais, député ambitieux, il a accepté un poste ministériel dans la foulée, ce qui l'a placé de fait hors du parti, qui refuse à cette époque de prendre part à un gouvernement. On comprend en conséquence mieux la teneur de l'article qui semble cibler avec un certain humour l'ancien socialiste, ainsi Jaurès écrit-il : « M. Briand, au contraire, malgré son audace, était plus qu'il n'eût fallu embarrassé par certains souvenirs... Il venait de faire, à son arrivée au Havre<sup>3</sup>, une double expérience fâcheuse. Il avait constaté que l'animosité des socialistes et des démocrates était surtout dirigée contre lui<sup>4</sup> ».



Mais, en s'opposant à la nouvelle Fédération des gauches, Jean Jaurès souhaite aussi et surtout assoir la position socialiste au sujet de la patrie et de la nation française. Contre les « frères Tout à moi du patriotisme », Jaurès réaffirme ses principes d'un patriotisme ouvert aux autres nations.

1. Jean Jaurès, « Par la patrie », *l'Humanité*, 17 février 1914, p. 1 (en ligne : gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k2537391.langFR).

2. Voir la note que nous avons publiée au sujet du combat de Jaurès contre cette loi, « Jaurès : réformer l'armée, agir pour la paix », Fondation Jean-Jaurès, coll. « Les Notes Jaurès », n° 2, 29 janvier 2014 (en ligne : [www.jean-jaures.org/Publications/Notes/Jaures-reformer-l-armee-agir-pour-la-paix](http://www.jean-jaures.org/Publications/Notes/Jaures-reformer-l-armee-agir-pour-la-paix)).

3. Quelques jours avant la rédaction de l'article, la Fédération des gauches a lancé sa campagne électorale au Havre. À cette occasion, une manifestation de socialistes et de syndicalistes a eu lieu, ciblant Aristide Briand comme un traître à la cause ouvrière. C'est donc à cet événement que Jaurès fait référence.

4. Jean Jaurès, « Par la patrie », *op. cit.*



Jaurès  
et la patrie  
universelle

## JAURÈS ET LA NATION FRANÇAISE

Comme on peut le lire dans l'article mentionné, le « leader » socialiste s'en prend aux responsables politiques qui n'ont pour toute ligne électorale que la défense de la patrie. Il sait parfaitement que, depuis la campagne socialiste contre les Trois Ans, une partie de l'opinion publique voit en lui un opposant à l'idée de patrie, un traître même pour les plus extrêmes défenseurs du nationalisme. Mais Jaurès est très à l'aise sur le terrain la nation et de la patrie : il est, en effet, revenu à de nombreuses reprises à la fois comme théoricien et comme praticien du socialisme sur ces deux notions.

Dès le début de sa carrière politique, le jeune Jaurès a abordé la question du patriotisme ; entré en politique dans les rangs républicains, puis passé progressivement au socialisme, il est confronté de plein fouet à ce sujet durant l'affaire Dreyfus, qui éclate à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>5</sup>. Pour beaucoup, les partisans de Dreyfus sont opposés à l'armée et à la nation, et de tels arguments vont perdurer jusqu'en 1914. Un courant nationaliste s'est développé parallèlement à l'émergence du socialisme en France, et les partisans de Dreyfus sont des adversaires de choix pour ces nationalistes de plus en plus exclusifs. En conséquence, Jaurès, d'abord en théoricien, étudie la question des rapports entre la patrie et le socialisme. Ainsi écrit-il en 1898 : « À coup sûr le socialisme et le prolétariat tiennent à la patrie française par toutes leurs racines. Dès la Révolution bourgeoise, le peuple acculé défendait héroïquement contre l'étranger la France nouvelle : il y présentait dorénavant son patrimoine futur. De plus, l'unité nationale est la condition même de l'unité de production et de propriété, qui est l'essence même du socialisme<sup>6</sup>. »

Si les idées de Jaurès sur ce sujet évoluent pour partie au fil du temps, on retrouve là son argumentation principale : le peuple, depuis la Révolution française, est attaché à l'idée de patrie qu'il faut défendre, y compris les armes à la main, et de plus, le socialisme ne peut se construire que dans le cadre d'un espace national.



5. Nous reviendrons sur le rôle de Jaurès durant l'affaire Dreyfus dans une prochaine note.

6. Jean Jaurès, « Socialisme et liberté », *La Revue de Paris*, 1<sup>er</sup> décembre 1898 (en ligne : [www.jaures.info/dossiers/dossiers.php?val=15\\_socialisme+liberte+1898](http://www.jaures.info/dossiers/dossiers.php?val=15_socialisme+liberte+1898)).

# Jaurès et la patrie universelle

Le responsable de la SFIO accorde donc la primauté à la nation française tout en adoptant par la suite une définition du patriotisme plus complexe. Il lui faut en conséquence se positionner par rapport aux nationalistes exclusifs, de plus en plus en verve dans la France de la Belle Époque, mais aussi par rapport à ses propres troupes, dont certaines sont promptes à défendre l'idée que les prolétaires n'ont pas de patrie. Jaurès va donc étayer sa théorie de la patrie jusqu'en 1914, plaçant la France au cœur de son projet. Avec constance, mais sachant inclure les évolutions de son temps, il adopte une position dont il importe ici de rappeler les lignes de force.

Tout d'abord, la France est la nation de la révolution de 1789, ce qui lui donne une identité spécifique et lui octroie un rôle majeur dans le concert des nations. L'attachement de Jaurès à la France trouve son origine dans l'histoire du pays qui fut le premier à octroyer des libertés politiques, économiques et sociales au peuple<sup>7</sup>. On retrouve une telle argumentation dans *L'Armée nouvelle*, livre que Jaurès publie en 1911<sup>8</sup> et dans lequel la révolution de 1789 sert de point d'appui à ses considérations militaires et politiques : les révolutionnaires ont défendu la patrie contre l'ennemi, tout comme il importe dans la France de la Belle Époque que le peuple participe activement à la défense du territoire par le biais d'une armée davantage ancrée dans la société.



Mais Jaurès est également l'un des « leaders » de la SFIO, c'est-à-dire de la Section française de l'Internationale ouvrière. Il doit nécessairement prendre en compte la dimension internationale du socialisme. Sur ce point, il fait preuve d'une grande ouverture sur les autres nations. Il reconnaît tout d'abord l'importance de l'Allemagne dans l'histoire du socialisme et dans le mouvement d'émancipation né à partir du XIX<sup>e</sup> siècle. Surtout, il est un inlassable partisan du rôle de la II<sup>e</sup> Internationale, qu'il contribue à doter d'un bureau destiné à coordonner l'action des partis nationaux. Ce faisant, Jaurès se confronte au marxisme, qui est l'idéologie centrale de cette Internationale socialiste. Pour le Français, si Marx est un guide qu'il faut suivre sur bien des points, il n'en est pas de même en ce qui concerne la notion de patrie : en effet, l'auteur du *Manifeste du parti*

7. Nous reviendrons dans une prochaine note sur l'œuvre d'historien de Jean Jaurès. Nous nous contentons de rappeler ici qu'il est l'auteur d'une monumentale *Histoire socialiste de la Révolution française*, dans laquelle il aborde la construction historique de l'identité française à partir de 1789.

8. Jean Jaurès, *L'Organisation socialiste de la France. L'Armée nouvelle*, Paris, Jules Rouff, 1911.

# Jaurès et la patrie universelle

*communiste* a affirmé que les prolétaires n'avaient pas de patrie. Mais pour Jaurès, cette sentence n'a pas de sens, car il est impossible de sortir la classe ouvrière de son contexte national ou territorial.

En affirmant un profond attachement – que l'on peut presque qualifier de sentimental – à la nation française, Jaurès doit, en outre, se démarquer d'une part des nationalistes exclusifs, adeptes de l'enracinement xénophobe porté par des théoriciens comme Maurice Barrès<sup>9</sup>, et d'autre part des courants socialistes qui tentent de faire fi de l'idée de nation. Au sein de la SFIO, c'est Gustave Hervé qui incarne ce courant antipatriotique. Il rencontre un certain succès, surtout dans les rangs des socialistes influencés par le syndicalisme révolutionnaire. Partisan indéfectible de l'unité, Jaurès a dû composer avec les différents courants de la SFIO pour maintenir la cohésion interne. Le « Sans Patrie » Gustave Hervé a été un adversaire de taille du patriotisme jaurésien. Pourtant, dans ce domaine comme dans bien d'autres, Jean Jaurès a réussi à influencer un nombre de plus en plus grand de socialistes, jusqu'à rallier la majorité des rangs de la SFIO en 1914.

La patrie n'est pas une notion simple, et Jaurès doit expliquer à de nombreuses reprises que ce n'est pas une chose donnée, définitive, mais une idée en évolution, qui doit intégrer le peuple tout entier dans un ensemble républicain, base première de la construction réelle du socialisme. C'est pourquoi Jaurès décline cette notion en plusieurs entités, des « petites patries » à la « grande patrie humaine ».

## DES « PETITES PATRIES » À LA « GRANDE PATRIE HUMAINE »

Dans sa construction théorique du socialisme, Jaurès aborde la question de la patrie en variant les échelles : partant de la petite patrie pour arriver à la patrie universelle, il développe une conception ouverte de la nation assez exceptionnelle pour son époque. Phénomène complexe, la patrie n'en est pas moins pour lui un moyen concret d'accès au socialisme.

9. Sur l'itinéraire politique de ce nationaliste, voir Zeev Sternhell, *Maurice Barrès et le nationalisme français*, Paris, Armand Colin, « Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques », n° 182, 1972.





# Jaurès et la patrie universelle

En 1913, il publie dans la *Revue de l'enseignement primaire et primaire supérieur* un article intitulé « Les petites patries<sup>10</sup> ». S'il se démarque des hommes politiques qui utilisent à l'époque cette expression pour défendre les provinces françaises et les inclure dans un nationalisme figé dans des valeurs traditionnelles, Jaurès insiste toutefois sur l'importance du territoire local dans l'acquisition d'une identité plus large marquée par l'attachement à la patrie. En faisant cela, il élargit son propos : pour lui, il est nécessaire de passer de l'attachement local à un attachement national qui implique obligatoirement d'adopter par la suite une vision universelle. De la petite patrie à la patrie humaine, il n'y a donc qu'un pas, et non pas un grand écart, et c'est l'idée socialiste qui permet de relier l'ensemble. Comme le souligne sur ce point l'historienne Madeleine Rebérioux : « L'enracinement de Jaurès dans la vie et dans l'histoire de son pays, sa volonté de préserver contre toute agression l'indépendance de la France ne sont pas en contradiction, mais en liaison étroite avec sa foi dans l'Internationale socialiste comme image du genre humain et comme institution capable un jour d'en régler la vie<sup>11</sup>. »

Au terme de cette exploration, nécessairement retracée à grands traits, de l'idée jaurésienne de la patrie, une question reste à aborder : Jaurès a-t-il sur ce point réussi à convaincre ses adversaires et les partisans du socialisme ? En ce qui concerne la droite nationaliste, la réponse paraît aisée : Jaurès fut pour eux, malgré tous ses efforts, un socialiste hostile à la patrie. Une telle méconnaissance de sa pensée et de son action explique sans aucun doute son assassinat le 31 juillet 1914 par un nationaliste exalté. Mais avait-il pour autant réussi à convaincre ses amis ? Si le courant de Gustave Hervé est en perte de vitesse avant la Grande Guerre, l'antipatriotisme garde des partisans avant et après 1914. Surtout, malgré l'engagement total du grand homme politique qu'il était, il n'a sans doute pas réussi non plus à convaincre les socialistes des autres nations qu'il fallait tout faire pour éviter l'embrasement de l'été 1914. Internationaliste et



10. Jean Jaurès, « Les petites patries », *Revue de l'enseignement primaire et primaire supérieur*, n° 2, 5 octobre 1913 (disponible sur le site Internet de la bibliothèque Diderot de Lyon). Sur ce thème, on se reportera au dossier « Les "petites patries" dans la France républicaine », *Jean Jaurès Cahiers trimestriels*, n° 152, avril-juin 1999 (en ligne : gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k6425473j.image.langFR.r=cahiers%20Jaurès). L'article de Jaurès y est repris. Plus largement, on pourra lire de Jean-François Chanet, *L'École républicaine et les petites patries*, Paris, Aubier, coll. « Histoire », 1996.

11. Madeleine Rebérioux, « Jaurès et la nation » in *Actes du colloque Jaurès et la nation*, Toulouse, Association des publications de la faculté des lettres et sciences humaines de Toulouse, 1965, p. 24.

# Jaurès et la patrie universelle

patriote, Jean Jaurès a tenté de concilier les deux notions au péril de sa vie. Cette voie jaurésienne, risquée et difficile, peut servir de guide et de repère dans notre époque faite de replis identitaires et de conflits nationaux toujours plus violents.

## Pour aller plus loin

Les questions de nation et de patriotisme sont abordées dans la biographie de Jaurès qui vient de paraître :

- Gilles Candar et Vincent Duclert, *Jean Jaurès*, Paris, Fayard, 2014.

On se reportera pour des études plus spécifiquement liées à ce sujet à :

- *Actes du colloque Jaurès et la nation*, Toulouse, Association des publications de la faculté des lettres et sciences humaines de Toulouse, 1965.

Enfin, sur la question des « petites patries » :

- Laurence Ruimy, « La *Revue de l'enseignement primaire et primaire supérieur*, 1890-1914 », *Cahiers trimestriels Jean Jaurès*, n° 146, octobre-décembre 1997, pp. 17-28 (en ligne : [gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k6431725j/f17.image](http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k6431725j/f17.image)).

Sur l'histoire des instituteurs avant la Première Guerre mondiale :

- « Les "petites patries" dans la France républicaine », *Jean Jaurès Cahiers trimestriels*, n° 152, avril-juin 1999 (en ligne : [gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k6425473j.image.langFR.r=cahiers%20Jaurès](http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k6425473j.image.langFR.r=cahiers%20Jaurès)).
- Jean-François Chanet, *L'École républicaine et les petites patries*, Paris, Aubier, coll. « Histoire », 1996.

